

Bulletin Documentaire



Le Bulletin Documentaire Insertion (BDI) est un support informatif produit par la Direction Générale Adjointe - Accompagnement Social et Insertion (DGA-ASI) du Conseil Départemental de la Guadeloupe.

Ce bulletin aborde des thématiques spécifiques et/ou transversales aux actions d'insertion sociale et professionnelle.

Il est nourri par des sources documentaires multiples : revues spécialisées, presse locale/nationale, études et rapports gouvernementaux.

Il résulte d'une veille sur les évènements, actions, initiatives locales, territoriales, nationales. Le BDI est donc composé de synthèses, tout en proposant un lien permettant d'accéder à l'article de presse intégral.

Ce Bulletin vous est proposé mensuellement, au regard des informations utiles aux professionnels impliqués dans la mise en œuvre des Politiques Publiques du Conseil Départemental de la Guadeloupe, notamment du Programme Départemental de l'Insertion 2022-2028.

Nouvelles Semaine

Bénéficiaires du RSA pour une autonomie renforcée grâce à l'insertion professionnelle

Le 29/08/2025. La rédaction

[!\[\]\(339a16584d5da0f0a3ca4e9ec17bf6a1_img.jpg\) « Lien vers l'article »](#)



Résumé

Le magazine *Nouvelles Semaine* a consacré un article informatif sur les actions d'insertion du Conseil Départemental de la Guadeloupe au profit des bénéficiaires du RSA. Il explique comment la collectivité les accompagne tout au long de leur parcours d'insertion à l'aide de dispositifs parmi lesquels figurent, les ateliers parcours d'insertion, les tiers lieux, les aides à la mobilité, le programme nouveau départ ou encore le dispositif Solid'Active971. Plaçant l'humain au cœur de ces actions, l'objectif de ces outils étant de lutter contre l'exclusion et de permettre au plus grand nombre de cheminer positivement vers un parcours d'insertion durable.

Alternatives Economiques

Le nombre de bénéficiaires du RSA est reparti à la hausse

Le 02/09/2025. La rédaction

[!\[\]\(9c2e8d1b5bd77cb5c9f83b7a9cff79fd_img.jpg\) « Lien vers l'article »](#)



Résumé

Le rapport de la DREES révèle une augmentation de 1,1% du nombre de bénéficiaires du RSA en un an. Cependant, il relève que pour 10 départements ce nombre est en baisse, dont la Guadeloupe avec une diminution de - 4.8 %, devant la Guyane et la Martinique.

Le seul département qui était engagé dans l'expérimentation du RSA, conditionné sur toute l'année 2024 pour la globalité de son territoire, la Creuse enregistre une réduction du nombre de ses bénéficiaires de seulement 0.9 %. « *Ceci confirme que l'expérimentation ne réduit pas sensiblement, à elle seule, le nombre de bénéficiaires* ».

Réforme du RSA : un déploiement très hétérogène dans les départements

Le 19/09/2025. Olivier BONNIN

[!\[\]\(4729e517bc6a7cd81c8025b9646574fb_img.jpg\) « Lien vers l'article »](#)



Résumé

L'auteur analyse l'évolution de la mise en œuvre de l'« accompagnement rénové » des bénéficiaires du revenu de solidarité active, entrée en vigueur le 1er janvier 2025. D'un département à l'autre, les nouvelles obligations comme les quinze heures d'activité s'appliquent « tout en nuances ».

« *Les 47 territoires pilotes ont obtenus des résultats positifs : après six mois d'accompagnement, près de 40 % des allocataires avaient trouvé un emploi, durable ou non* ».

Pour mieux accompagner les Départements et réorganiser l'orientation des nouveaux allocataires, un arrêté du 6 août, a permis la publication du référentiel pour préciser « l'accompagnement intensif » à réaliser « pour les personnes les plus éloignées du marché du travail ». Cependant le manque moyens entrave l'action de certains Départements.

De même, les Conseils Départementaux appliquent de façon différenciée les sanctions à appliquer en cas de manquements. En effet le décret du 30 mai, permet au président du Département de suspendre, ou supprimer, « au moins 30 % » du RSA, notamment en cas de non-respect du contrat d'engagement. Ainsi, dans le Loiret, le président (UDI), Marc Gaudet, entend « être ferme sur les sanctions » pour appliquer la réforme. A l'inverse, la Seine-Saint-Denis préfère adopter le règlement « le plus protecteur possible », avec seulement 30% de bénéficiaires sanctionnés.

L'article se termine par le plaidoyer d'ATD-Quart Monde contre la réforme qui exprime ses réserves au regard des obligations qu'elle fait peser sur l'allocataire du RSA et leur inquiétude quant aux stigmatisations et potentielles radiations.



INSERTION ET EMPLOI

martinique • 1 | Ici je me forme et j'aide mes petites mamies

Le 28/08/2025. Céline CHALONO

[**« Lien vers l'article »**](#)



Résumé

Le Service à la personne Emery DOM intervient à Fort-de-France auprès d'une centaines de séniors qui bénéficient de portage de repas, de service de nettoyage, d'aides à la mobilité. Au-delà du service destiné aux séniors, la structure offre à des salariés en insertion de participer à un atelier chantier d'insertion professionnelle. Parmi eux, Christina, 32 ans, vit cette expérience comme une opportunité d'accéder à une formation qualifiante et un tremplin vers un emploi stable.

L'initiative d'Emery DOM illustre une réponse innovante face au double enjeux du territoire : accompagnement au vieillissement et insertion des publics éloignés de l'emploi.



Le
Media
Social

Chômeurs et bénéficiaires du RSA : un nouveau parcours vers l'emploi

Le 03/09/2025. Marine DERQUENNE

[**« Lien vers l'article »**](#)



Résumé

Comme suite à la réforme de la Loi "Plein emploi" visant à faciliter le suivi et l'accompagnement des demandeurs d'emploi et bénéficiaires du RSA, l'auteure expose que l'ensemble des dispositions aux nouvelles modalités de sanctions sont entrées en vigueur le 1^{er} juin 2025, à l'exception des modalités de calcul du montant à réduire en cas de suspension ou suppression.

L'article expose également un rappel des mesures emblématiques de la Loi : l'inscription automatique généralisée, l'orientation avec des critères unifiés, le diagnostic global, la généralisation et obligation des 15 heures d'activité par semaine, définies dans un plan d'actions qui figure dans le nouveau contrat d'engagement unifié, les 3 parcours d'accompagnement « intensif » et le suivi.

Le nouveau régime de sanctions « suspension remobilisation » est applicable à l'ensemble des demandeurs d'emploi.



www.franceantilles.fr

Une convention pour faciliter l'accès au travail des agents porteurs de handicap

Le 22/08/2025. K.C

[**« Lien vers l'article »**](#)



Résumé

La convention qui engage la ville de Baie-Mahault et le FIPHFP autour d'objectifs d'insertion des personnes porteuses de handicap décline les attendus qualitatifs associés à la mise en place d'un accompagnement de ce public. La convention comporte plusieurs objectifs dont celui de favoriser l'accès au travail des personnes porteuses de handicap.

A cet effet, la ville bénéficie d'une enveloppe de 339 000 euros financée à hauteur 56 % par le FIPHFP via la Banque des Territoires.

La municipalité de Baie Mahault affiche un taux de 6.6 % de personnes atteintes de handicap au sein de ses effectifs, qui a le mérite d'être salué.



www.franceantilles.fr

Emploi en Guadeloupe en 2024 : entre progrès et fragilité persistantes

Le 11/09/2025. G.G. Rédaction web

[**« Lien vers l'article »**](#)



Résumé

Les chiffres de la situation sur le marché du travail en Guadeloupe 2024 ont été publiés par l'INSEE, le 11 septembre 2025. Il en ressort que le taux d'emploi a augmenté chez les femmes et les séniors.

Cependant, la situation du marché du travail local reste marquée par de fortes disparités : un sous-emploi important, impactant l'insertion, et un chômage de longue durée encore alarmant.

La situation de l'emploi en Guadeloupe est marquée par un taux d'emploi de 54% contre 69 % en Métropole.



INSERTION ET LUTTE CONTRE L'EXCLUSION



Judo : Un Dojo solidaire ouvre ses portes à Baie Mahault

Le 24/08/2025. Barbara PELMARD, Gessy BLANQUET

[« Lien vers l'article »](#)



Résumé

La solidarité s'étend au domaine sportif avec l'inauguration d'un Dojo par la ville de Baie-Mahault le samedi 23 août 2025. Ce Dojo dit solidaire qui porte le nom d'une célèbre championne de judo « Céline Lebrun » a pour vocation de faciliter l'accès du judo à tous. C'est l'aboutissement de la mise en œuvre de « *l'opération 1000 dojos* » sur notre territoire. Par ce biais, le Sangoku club (club de judo implanté en Guadeloupe) va pouvoir bénéficier d'un local pendant cinq ans. Cette initiative, alliant le sport à la solidarité, a pu être financée à 100% par l'Etat dans les Outre-mer (et à 80% dans l'Hexagone). Elle permet de promouvoir le judo, d'augmenter le nombre de sites d'entraînement et aussi faciliter l'accès à la discipline et à ses valeurs.

L'inauguration de 11 Dojo solidaires est programmée sur tout le territoire, dont celui de Deshaies et de Bouillante.



Lutte contre l'habitat indigne

Le 28/08/2025. Mike IRASQUE

[« Lien vers l'article »](#)



Résumé

Une action symbolique de lutte contre l'habitat indigne a pu se mettre en place le jeudi 28 août, avec le démantèlement puis le nettoyage d'abris de fortune situés sous le Pont Francisco à Fort de France. L'opération a été réalisée par les agents de la ville, en collaboration avec l'ACISE Samu Social. L'objectif affiché était de mettre fin aux nuisances causées par ce type d'habitat. La priorité a consisté à prévenir les divers risques encourus notamment par deux hommes qui s'étaient installés sous ce pont et de leur offrir un lieu plus digne.

Monoparentalité : des solutions pour lutter contre la précarisation des familles

Le 02/09/2025. David PROCHASSON

 [« Lien vers l'article »](#)



Résumé

Cet article s'est penché sur le contenu du livret intitulé « Monoparentalité et pauvreté : regards croisés et pratiques inspirantes » conçu par la délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté (DIPLP). C'est un document qui fournit des préconisations pour mieux prendre en compte l'évolution des structures familiales. Car en effet, plus du quart de l'ensemble des familles en France sont monoparentales, soit 2,4 millions de foyers, selon l'Insee. Elles sont composées dans 82 % des cas d'une mère seule avec ses enfants. 41 % d'entre elles sont pauvres. La délégation a émis un ensemble de recommandations et propose d'organiser la collaboration des acteurs pour apporter une réponse globale en formant les intervenants sociaux à la situation des mères seules, en emploi précaire, pour améliorer leur détection, leur orientation et les réponses apportées à tous les niveaux (*logement, travail, droits, modes de gardes, mobilité, aide à la parentalité*).

Toujours plus d'enfants qui dorment dans la rue

Le 02/09/2025. Rouja LAZAROVA

 [« Lien vers l'article »](#)

Il s'agit ici de la présentation du 7ème baromètre « Enfants à la rue » réalisé par l'UNICEF et la Fédération des acteurs de la solidarité. Les indicateurs relevés sont parlants. Ils indiquent notamment que dans la nuit du 18 au 19 août dernier, 2159 enfants sont restés sans solution d'hébergement suite à un appel de leurs parents au "115". Ce taux a augmenté de 6% par rapport à la rentrée précédente et de 30% comparé à 2022. « *Parmi ces enfants, 503 avaient moins de 3 ans, soit 8% de plus que l'an dernier, et 37% de plus qu'en 2022* ». Une vie dans la rue qui a des conséquences lourdes sur la scolarité, la santé physique et mentale de ces enfants en situation d'exclusion. Les deux organisations émettent 10 recommandations afin de venir en aide à ces enfants et à leurs familles. Elles préconisent le vote par l'Assemblée Nationale d'une proposition de résolution destinée à mettre fin au sans-abrisme des enfants, ainsi que le financement du plan « Enfants mal logés » pour une mise en œuvre au moins à hauteur du Pacte des Solidarités.



INSERTION ET AIDES SOCIALES

**MES
ALLOCs.fr**

Tout ce qui change au 1^{er} septembre 2025

Le 26/08/2025. Aïda GHATTAS

[**« Lien vers l'article »**](#)



Résumé

Les mesures qui entrent en vigueur à compter du 1er septembre 2025 sont les suivantes :

- la retraite progressive est désormais accessible dès 60 ans,
- le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu est désormais individualisé par défaut pour les couples mariés ou pacsés,
- le complément de mode de garde avec un nouveau calcul, la suppression du reste à charge minimum et une extension pour familles monoparentales jusqu'aux 12 ans de l'enfant,
- la validation par le Gouvernement de la Réouverture de Ma Prime Rénov' pour les rénovations de l'habitat,
- Le leasing social revient le 30 septembre 2025 avec une enveloppe de 370 millions d'euros et 50 000 voitures électriques proposées à la location.
- L'usage exclusif du nouveau formulaire Cerfa sécurisé mis en place pour la délivrance des arrêts de travail.

handicap.fr

Aides sociales handicap : 23 mesures pour plus d'équité

Le 31/08/2025. Cassandre ROGERET

[**« Lien vers l'article »**](#)



Résumé

Le rapport de l'Inspection Générale des Finances (IGF) et de l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS), publié en juillet 2025 démontre qu'il existe de fortes inégalités dans l'attribution des aides sociales aux personnes âgées et handicapées. Il décline « *23 mesures pour harmoniser les pratiques, lutter contre la fraude et faire des économies par la revue de dépenses* ».

Cinq prestations sont concernées :

- l'Allocation adulte handicapé (AAH),
- l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH),
- la Prestation de compensation du handicap (PCH),
- L'allocation personnalisée d'autonomie (APA),
- L'Aide sociale à l'hébergement (ASH).

Arrêté du 4 septembre 2025 modifiant l'arrêté du 1er septembre 2021 fixant la liste des critères d'éligibilité des personnes à un parcours d'insertion par l'activité

Le 04/09/2025. La Rédaction

[!\[\]\(71ceb62b681518c82e95d615e7265d66_img.jpg\) « Lien vers l'article »](#)



Résumé

L'arrêté du 4 septembre 2025, publié au Journal officiel du 6 septembre 2025, a modifié l'arrêté du 1er septembre 2021. Il précise la liste des critères d'éligibilité pour les parcours d'insertion par l'activité économique (IAE), ainsi que les justificatifs administratifs correspondants. Le texte maintient une distinction entre les critères permettant une confirmation directe de l'éligibilité (bénéficiaires du RSA, de l'ASS, de l'AAH et demandeurs d'emploi de très longue durée) et les critères complémentaires (niveau d'étude, âge, handicap...).

Arrêté du 5 septembre 2025 relatif au calcul des aides personnelles au logement et de l'aide à l'accession sociale et à la sortie de l'insalubrité spécifique à l'outre-mer

Le 09/09/2025. La Rédaction

[!\[\]\(d5831b2ac75eb48b4c49d27e61d24c03_img.jpg\) « Lien vers l'article »](#)



Résumé

Le présent arrêté a pour objet de revaloriser les paramètres relatifs à :

- la dépense de logement,
- au barème des aides personnelles au logement,
- et de l'aide à l'accession sociale et à la sortie de l'insalubrité dans les départements et régions d'outre-mer, selon la dernière évolution de l'indice de référence des loyers (IRL) connue, soit 1,04 %.

Le texte s'applique aux prestations dues à compter du 1^{er} octobre 2025.



INSERTION ET INITIATIVE DES TERRITOIRES



Journée pour l'emploi 2025, le 17 septembre

Le 17/09/2025. Service communication

[« Lien vers l'article »](#)

Résumé

Le 17 septembre 2025 France Travail a été à l'initiative de la 9^{ème} édition de la "Journée pour l'emploi" destinée à favoriser le retour à l'emploi de ses affiliés. Les participants ont pu découvrir des offres d'emploi adaptées à différents profils et explorer un village dédié à l'apprentissage. Le but étant de valoriser les compétences et les expériences, avec des rencontres organisées entre les demandeurs d'emplois et les entreprises qui recrutent.



www.franceantilles.fr

La 2ème édition du Summer Tour a réussi sa mission

Le 02/09/2025. CL

[« Lien vers l'article »](#)

Résumé

Le *Summer Tour* est une opération de France Service qui vise à aider la population à mieux accéder aux services administratifs, à un accompagnement numérique et à des informations sur leurs droits. C'est une tournée proposée par une équipe composée d'agents de France Service, équipée d'un bus, qui va au plus près des usagers, notamment des personnes âgées et à faible mobilité. L'opération s'est déroulée durant six semaines, déployée sur les 6 communes du Nord Basse-Terre, au cœur des quartiers pour un service de proximité. C'est l'association Nautik NBT, dirigée par Fred Citadelle, qui est à l'origine de cette initiative de services itinérants permettant de proposer une alternative aux antennes France Service.



www.franceantilles.fr

« Marraine du possible » : un nouveau souffle pour l'emploi féminin

Le 09/09/2025. DR

[« Lien vers l'article »](#)



Résumé

Ce dispositif inédit est porté par France Travail et Femmes Chefs d'entreprise (FCE). Il vise à plonger les chercheuses d'emploi dans le quotidien de femmes dirigeantes. Cet événement innovant a été organisé le 11 septembre 2025 à Saint Martin, associant plusieurs partenaires comme la CCISM, les Entreprises s'engagent et la DEETS. L'ambition affichée était de renforcer la solidarité au féminin, l'entraide et l'accès à l'emploi sur le territoire.



Caravane des Droits s'installe à Petit-Canal

Le 17/09/2025. Service communication

[« Lien vers l'article »](#)



Résumé

Le Vendredi 19 septembre 2025, le Conseil départemental, France Service, 30 institutions et associations ont pris part au 10^{ème} arrêt de la Caravane des Droits, à Petit Canal.

L'objectif de cette opération déployée sur tout le territoire : lutter contre le non-recours aux droits sociaux.

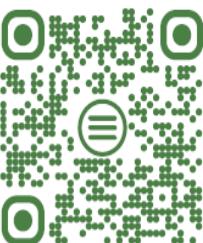
Porté par le dispositif "Pa Pè Mandé Dwa Aw", la Caravane des droits promeut l'égalité en favorisant le rapprochement entre les institutions et l'ensemble des usagers pour réaliser directement sur place leurs démarches d'accès aux droits sociaux.

Cette étape à Petit-Canal a été marquée par la **signature de la convention « Tiers de confiance »**, associant le Président du Conseil départemental et le Directeur par intérim de l'action sociale et de l'asile de la Croix-Rouge, en présence du Préfet de la région Guadeloupe



Edition Septembre 2025

BULLETIN DOCUMENTAIRE INSERTION



Direction Générale Adjointe - Accompagnement Social et Insertion (DGA-ASI)



 Hôtel du Département - Boulevard du Gouverneur Général Félix Eboué - 97100 BASSE-TERRE
 Tel : 0590 99 77 27 - 0590 99 77 33

 dgai@cg971.fr

 www.cg971.fr

<http://insertion.cg971.fr>; un portail dédié à l'insertion

www.job971.fr; une plateforme Emploi au service des recruteurs et des bénéficiaires du RSA

Vers une Insertion durable

Equipe Projet DGA-ASI :

Anna RAMASSAMY
Cheffe de projet

Cindy BOLOSIER
Chargée de Mission

Audrey LAVAURY
Conseillère Numérique

Allan AÏE
Assistant Manager